



Israël et la fin de la « pureté des armes » ?

Par [Roger Naba'a](#)

Mondialisation.ca, 04 janvier 2011

[Revue Esprit, novembre 2010](#) 20 décembre 2010

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

« *L'armée israélienne est la plus morale du monde* »

Ehud Barak, ministre israélien de la Défense, intervention le jeudi 19 mars 2009, à la radio d'État pour rejeter les témoignages accablants de soldats israéliens faisant état d'exactions lors de l'opération Plomb durci contre Gaza.

Qu'elles étaient belles les guerres d'Israël de naguère! De la guerre de 1948 à celle de Suez (1956), des Six Jours (1967) et enfin d'Octobre, du Ramadan ou de Kippour (1973), toutes ces guerres - en moyenne une tous les dix ans - furent de «belles guerres» où Israël, en David des Temps modernes, renouant avec le récit biblique, conduisait au-dessus de tout soupçon, des guerres «justes» et «propres» sous le signe de la «pureté de ses armes», contre l'affreux Goliath arabe, présenté sous le signe de l'infamie qui, l'assiégeant de partout et parachevant l'œuvre d'Hitler, le condamnait à vivre dans un immense «camp retranché» pour ne pas dire un «ghetto à l'air libre». Passons sur la métaphore!

Mais de manière «occultée» lors de la guerre de 1948, «spectaculièrement» lors de la première guerre du Liban (1982) avec le bain de sang de Sabra et Chatila, les choses pour Israël et ses guerres commencèrent de se gâter. Pas encore radicalement! Ce n'est qu'avec la première Intifada (1987-1993) mais surtout la seconde (2002-2005) que le changement initié par la guerre du Liban (1982) se convertit en une suite d'actions sanglantes qui renouaient avec la face cachée de la guerre de 1948[1]. Et c'est alors que les choses se gâtèrent radicalement. C'est à la suite de ces guerres que ce qu'on appelle l'«opinion internationale» commença à dénoncer l'«immoralité» des nouvelles guerres d'Israël.

Certes, «guerre juste», «guerre propre» et «pureté des armes» relèvent de questions éthiques. Pourquoi la question de l'éthique a-t-elle glissé au politique, «éclaboussant» au passage les nouvelles guerres d'Israël? Là est toute la question de ces nouvelles guerres et de la vision israélienne qui les porte.

La guerre de 1948: une guerre Janus

La guerre de 1948 - «la mère de toutes les guerres» (Shlomo Ben-Ami 1) - résume toutes les guerres qu'aura à connaître Israël par la suite. Guerre à double face, elle en apparaît comme le type et la matrice; car en 1948, Israël a conduit l'un dans l'autre, tout à la fois ou successivement, deux genres de guerres qui seront reconduites par toutes les autres, selon des temporalités différentes:

La première, qui prévalut de novembre 1947 à mai 1948, fut une véritable guerre «civile» ou plus exactement une guerre «sociétale» au cours de laquelle se sont affrontées deux

sociétés. Ce fut une guerre «sociocidaire» ou «politicidaire» comme dit Baruch Kimmerling 2qui opposa dans une lutte à mort -sur et pour le même territoire-la société israélienne, venant prendre la place de la société palestinienne, autochtone; et une guerre au terme de laquelle l'israélienne n'a pu se construire qu'en détruisant la palestinienne- d'où «sociocidaire» par quoi se définit un crime perpétré contre une «société» et visant à la détruire en tant que telle pour y prendre sa place en effaçant toute trace palestinienne de «la mémoire de ces lieux».

Ce n'est que lors de la seconde guerre -qui prévalut de mai 1948 à sa fin, en janvier 1949 - que la guerre de 1948 devint à proprement parler inter- étatique. et encore! si l'on peut parler d'«États» pour les pays arabes voisins à l'époque.

Et si la «première» de ces guerres, la «sociocidaire», annonçait, les préfigurant, les guerres «sales» d'aujourd'hui (l'invasion du Liban, les deux Intifada, Liban 2006, Hamas/Gaza), quand bien même cette «saleté» aurait été - holocauste et colonialisme européen aidant4- oblitérée pendant longtemps; la seconde des guerres de 1948, l'interétatique, annonçait, les préfigurant, les «belles» guerres d'Israël d'antan.

1 - Ministre de la Sécurité intérieure dans le gouvernement d'Ehud Barak (juillet 1999), Shlomo Ben-Ami fut étroitement mêlé aux négociations avec les Palestiniens. Membre important de la délégation israélienne au sommet de Camp David (juillet 2000), ses nombreuses interventions dans les pourparlers de paix suscitérent la colère de David Lévi, ministre des Affaires étrangères d'alors, qui démissionna en août 2000 du gouvernement. Shlomo Ben-Ami fut nommé remplaçant du ministre des Affaires étrangères, et en novembre de la même année, ministre de plein droit. Voir son article «1948 la mère de toutes les guerres», sur le site <http://www.lapaixmaintenant.org/article1840>

Voir Baruch Kimmerling (professeur de sociologie à l'université hébraïque de Jérusalem), Politicide. Les guerres d'Ariel Sharon contre les Palestiniens, Paris, Agnès Vienot, coll. «Moisson rouge», 2003. Les deux nominations ne se contredisent pas mais se complètent comme les deux faces d'une même médaille: les deux disent la destruction des Palestiniens mais pendant que politicide en parle dans la perspective de l'«acteur» (le sionisme/l'État d'Israël), sociocide en parle mais dans la perspective de l'«acté» : sort subi par les Palestiniens... Sauf que Kimmerling circonscrit cette entreprise sociocidaire au seul Sharon et autres Netanyahu, pendant qu'elle est au cœur de l'entreprise sioniste: la grammaire de son modus operandi. Sociocide, génocide, épuration ethnique: sociocide ne se confond pas avec génocide; pendant qu'un génocide vise la mise à mort d'un «gène» - compris comme «nation», «ethnie», «race», «peuple»... -, le sociocide vise, comme l'«épuration ethnique», la conquête d'un territoire; mais pendant que l'«épuration ethnique» cherche seulement l'expulsion de ceux qui y vivent - et correspond en ce sens au Transfert des sionistes -, le sociocide ajoute à cette dimension la volonté de détruire la «société» comme telle - en l'occurrence la palestinienne -, de «dé-faire» le tissu social lui-même pour dépeupler cette «terre sans peuple» (sic!). L'importance historique de la Résistance palestinienne - et plus particulièrement du Fath de Yasser Arafat - est d'avoir réussi à contrer ce projet sociocidaire en redonnant vie à la société palestinienne comme telle.

«Refusant d'admettre que le noble rêve juif d'un État ait été entaché par les méfaits commis lors de la naissance d'Israël, et voulant à tout prix nier la centralité du problème palestinien dans le conflit élargi du Moyen-Orient, les Israéliens ont préféré s'en tenir à leur lutte pour l'indépendance contre des armées arabes d'invasion censées être supérieures. Or, c'est sans doute la guerre entre la population palestinienne "indigène" et le Yishouv

(communauté juive organisée de Palestine) qui a constitué la phase la plus virulente de ce conflit. Ce fut pendant cette période, entre le 30 novembre 1947 et le 15 mai 1948, que le sort de l'État juif encore à naître a semblé ne tenir qu'à un fil. Et pourtant, la pensée, répandue et cultivée depuis, a refoulé le souvenir de cette bataille pour se focaliser sur la résistance héroïque d'un Yishouv minuscule face aux armées arabes d'invasion, lors de la deuxième phase du conflit, soit entre le 15 mai 1948 et le printemps 1949. Une fois la guerre terminée, le problème palestinien a pratiquement disparu du débat public en Israël, ou alors, il était qualifié de termes commodes comme un problème de "réfugiés" ou d'"infiltrés". C'était comme s'il n'y avait jamais eu de conflit israélo-palestinien ou de peuple palestinien. Comme l'avait dit Golda Meir dans sa fameuse phrase, "ils n'existaient pas", Shlomo Ben-Ami, « 1948 : la mère de toutes les guerres », art. cité.

Cette face cachée de la guerre de 1948 - baptisée abusivement «d'indépendance» par le récit sioniste - a été depuis mise à nu par les «nouveaux historiens» israéliens (Benny Morris, Simha Flapan, Ilan Pappé, Tom Segev, Shlomo Sand, Avi Shlaïm, Baruch Kimmerling), eux-mêmes devancés par le non-sioniste Ilan Halev, et suivis par des écrivains français (Dominique Vidal, Alain Gresh); mais largement devancés par les historiens palestiniens dès le lendemain de la Nakba, mais à l'époque, en 1948, rendus invisibles par le récit sioniste («Un peuple sans terre pour une terre sans peuple»), les Palestiniens étaient de ce fait inaudibilisés.

Voir Elias Sambar, Palestine, 1948. L'expulsion, Washington, Institut des études palestiniennes, coll. «Les livres de la Revue des études palestiniennes», 1984.

La résistance et la guerre asymétrique

Sa géopolitique au Moyen-Orient l'ayant placé sous le signe de confrontations à répétition, Israël a connu au cours de ces soixante années d'existence une suite sans fin de guerres. Celles-ci, toutefois, ont connu une mutation au tournant des années 1980. Jusqu'alors, l'affrontement mettait toujours aux prises l'État d'Israël contre des États arabes; ainsi en a-t-il été de la guerre de 1948, de celle de Suez (1956), de celle des Six Jours (1967) et de celle d'Octobre (1973). Ce genre de guerres devait conduire l'État d'Israël à s'inscrire de force dans l'espace et le temps de la région, et à s'y inscrire comme État (1948), comme «État fort» (1956), et à partir de 1967 comme «État régional», hegemon dominateur et incontournable au Proche-Orient.

Fin de partie en 1973. La guerre d'Octobre marqua la fin de cette «période de grâce», à un double titre: 1) la «capacité dissuasive» d'Israël a été prise en défaut, et, pour la première fois, le «facteur temps» a joué contre lui; 2) ce fut la dernière des guerres conduites par des États arabes sunnites (dont le discours politique se confondait avec le discours qawmii [«nationalisme arabe»]), et guerre par laquelle ils signaient la fin de leur résistance (mumāna'a) - mais pas de leur discours qui survécut à leur désastre -, c'est-à-dire la fin de leur refus de reconnaître Israël... et signaient ainsi la fin de leur rôle central dans la région[2].

Car, pour le malheur d'Israël et de l'Occident, la fin de la mumāna'a des États arabes ne signifia pas la fin de toute mumāna'a. Dès 1969 -deux ans après la mémorable défaite de 1967-, l'irruption de la Résistance palestinienne sur la scène régionale signifiait l'entrée en scène des « sociétés » arabo-islamiques qui ont commencé de prendre le relais des États arabes sunnites défailants, pour devenir de cette scène, au titre de mumāne' (résistant),

des acteurs régionaux. La naissance de la Résistance palestinienne a effectivement amorcé le passage de relais de la mumàna'a d'État (Égypte, Syrie, Iraq, Jordanie [?]) vers une «mumàna'a sociétale», celle, d'abord, de la société palestinienne diasporisée, qui elle-même devait transiter vers la «mumàna'a» de la société palestinienne de l'intérieur (Intifada I et II), puis chiite libanaise, puis islamique-palestinienne, puis... ?

Certes, observateurs et commentateurs n'ont pas manqué de relever que le passage de la mumàna'a à un nouvel acteur avait initié un nouveau «régime de guerre» dans la région, qu'ils ont dénommé «guerres asymétriques», «de faible intensité» ou «guerres sales», etc. Bien que, de par sa «nature», la guerre obéisse toujours aux mêmes règles du « duel porté aux extrêmes » (Clausewitz) – que l'un des belligérants soit un métacombattant (un irrégulier, un terroriste, révolutionnaire, un anarchiste...) ou pas n'y change rien –, il reste qu'au tournant des années 1970-1980, c'est le «mode d'être» de la guerre comme telle qui commença à changer du tout au tout en Israël, comme l'a fort bien noté Eyal Weizman [3]:

Le recours à un plan de bataille à objectif unique et logiquement structuré n'a plus aucune raison d'être, face à la complexité et à l'ambiguïté des combats urbains. Le commandement a tout le mal du monde à dresser des scénarios de bataille ou des plans ciblés auxquels il pourrait se tenir. Les civils deviennent des combattants, et les combattants redeviennent des civils. Les identités peuvent changer en un instant sous un travestissement: une femme peut, en l'espace d'un éclair, se transformer en homme combattant, le temps qu'un soldat israélien «arabisé» (c'est-à-dire infiltré sous un déguisement arabe) ou un combattant palestinien déguisé en femme sorte une mitraillette des plis de sa robe.

Mumana 'a et muqawama

Il existe deux vocables en arabe pour signifier la résistante: mumana'a et muqawama. Quand muqawama renvoie à «résistance active», mumana'a connote sumûd qui peut se traduire par résistance mais «au négatif» comme peut l'être l'obstruction qui consiste à entraver, à paralyser les projets de l'ennemi. En ce sens donc, la résistance/mumana'a consiste à «tenir bon» (sumûd/samada) face à l'ennemi, à «faire obstacle» à ses projets, à «mettre en échec» ses objectifs, à «l'empêcher de réaliser» ses buts..

Comme on peut le remarquer, les énoncés de la mumana'a se déclinent tous «au négatif»; et tout son problème est dans le fait que ses buts s'inscrivent au négatif des buts de l'ennemi, en creux; ainsi, quand la stratégie d'Israël consiste à anéantir le Hezbollah, le Hamas ou toute résistance sociétale, la résistance/mumana'a ne peut vouloir anéantir son ennemi, faute de pouvoir, quand bien même il s'agirait là de leur vœu secret. Dit autrement, la mumana'a est cet instant où le vaincu, refusant la dislocation de son Grand récit, se contente de «protéger l'avenir» sans pour autant pouvoir s'y projeter en un dessein politique. En ce sens, c'est une mumana'a et non une résistance, parce qu'elle procède d'une démarche négative de refus et qu'elle repose sur la représentation d'un temps circulaire qui ne comprend le présent et l'avenir que dans la perspective du passé comme remontée vers les origines.

C'est ce changement de régime et de mode d'être que ne donne pas à voir l'appellation «guerres asymétriques» : en ne mettant l'accent que sur l'aspect instrumental ou capacitaire de ces nouvelles guerres (tactique du «faible» qui vise à déjouer la supériorité et la puissance du plus fort, effets de surprise, manœuvres furtives, improvisées...), elle oblitère ce sans quoi on ne peut comprendre pourquoi et comment la question éthique, dans

le cas israélien, s'est embourbée dans la question politique et les «guerres propres» en de «guerres sales».

Guérilla urbaine

«En règle générale, le mieux est de déranger les plans stratégiques de l'adversaire. Le mieux ensuite est de détruire ses alliances par la diplomatie. Après, le mieux est d'attaquer son armée. L'attaque des villes est le pire des choix». Sun Tsu, l'Art de la guerre.

Si au temps révolu de ses premières guerres, l'armée d'Israël pouvait à ses yeux et aux yeux de l'Occident[4] se donner le luxe de conduire de «belles» guerres, «propres» et «justes», le mérite n'en revenait pas forcément à la pureté des intentions belliqueuses des sionistes, du sionisme ou de l'État d'Israël. Loin de là! Elles furent «belles», «propres» et «justes» en raison de la «nature de l'ennemi» contre lequel l'État d'Israël et son armée avaient à combattre. Le genre de guerres qu'a induit cette espèce d'ennemi et donc celles qu'eût à conduire Israël de 1948 à 1973, furent des guerres classiques ou conventionnelles, des guerres dont le «centre de gravité»-cette «source de puissance, matérielle et immatérielle... d'où [l'on] tire sa liberté d'action, sa force physique et sa volonté de combattre» (Clausewitz)- n'était autre que l'État lui-même, c'est-à-dire son Appareil suprême de décision. Dans une telle guerre, l'effet final recherché, son «objectif», s'impose de lui-même, «détruire/anéantir l'ennemi», mais ennemi qui devait être exécuté, guerre frontale oblige, sur un «théâtre de guerre» nettement délimité par le front. Les civils et leurs sociétés, absents de son «théâtre», ne concouraient pas à ce genre de guerre et n'étaient pas comme tels désignés comme un «ennemi à abattre».

Heureuse époque où la nature de l'ennemi étatique dispensait l'armée israélienne de se frotter aux civils et à leur(s) société(s)! Une guerre éclair et «propre». Pas de bains de sang. Et pas besoin d'un rapport d'enquête internationale (type Goldstone) pour examiner après coup la conduite des opérations...

Avec la Résistance palestinienne, les modalités de la guerre commencèrent à changer mais pas encore de manière radicale. Mouvement januséen, la Résistance incarna un ennemi qui procédait tout à la fois de l'étatique (l'ancien) et du sociétal (le nouveau qui advenait). À l'étatique, elle avait emprunté sa forme proto-étatique, sa volonté de s'ériger en État souverain sur un territoire, son modus operandi politique, diplomatique et militaire surtout. Du sociétal lui provenait, ce qui en faisait un «mouvement populaire de guérilla» sans (hélas!) sa stratégie: son mode d'organisation, de mobilisation, de recrutement, sa dispersion géographique: dans des «camps» disséminés à travers le Liban et la Jordanie et «plantés» au sein de la population civile. Bref, elle tenait du mouvement populaire sa capacité de se «fondre dans la société» et, partant, son insaisissabilité.

Redoutable problème épistémologique que posait la nature d'un tel ennemi qui, de surcroît, n'opérait pas à partir de son «territoire naturel» mais à partir de territoires d'emprunt (Jordanie [1969-1970]; Liban [1969-1982]).

Aussi, si la qualification de l'ennemi, à l'évidence, ne posait aucun problème, la question de savoir comment l'abattre- et comment mettre en œuvre une stratégie conséquente pour y parvenir relevait de la quadrature du cercle! Comment détruire un ennemi cependant que cet ennemi n'occupe pas des lieux caractérisés?

Quoi «détruire» pour «détruire» la Résistance palestinienne? Les camps palestiniens – comme «source d’engendrement» («terreau ou vivier du terrorisme» comme l’on dira à l’ère Bush) des fidayîn(s)? L’«Appareil étatique» de l’OLP ? Le Fath, le FPLP, le FPLG? Comment détruire sans affecter le «proche voisinage», autrement dit la société, les civils, les innocents? Comment détruire en évitant toute la boue des « guerres sales » ? Problèmes qui trouvèrent une solution provisoire parce que bancale, en 1982, avec l’invasion de Beyrouth.

Avec la défaite de la Résistance palestinienne/OLP et l’émergence d’une nouvelle forme de mumāna’a, les mêmes questions de stratégie auxquelles Israël avait été confronté se reposèrent à nouveau, mais de manière cette fois si nouvelle, notamment quand cette résistance se déplaça de l’extérieur les territoires limitrophes à l’intérieur de l’espace israélien lui-même, son État et sa société avec les deux Intifada et le retour, après Oslo, de la direction de la Résistance palestinienne.

C’est alors que les guerres d’Israël empruntèrent le chemin irréversible des «guerres “impures”». L’une dans l’autre, les mutations de la nature de l’ennemi mumāne’ (résistant) ont eu pour effet majeur de déplacer le «centre de gravité» de la guerre des États aux «sociétés», ce qui devait entraîner à son tour un changement du « régime» de la guerre , et non un changement du régime des guerres dès lors que le régime de la guerre ne saurait se réduire aux seuls actes de guerre: épisodes d’affrontements explicites, suite illimitée d’opérations, incursions à répétition, innombrables violences de toutes sortes (blocus, destruction de maisons, déracinement des cultures, attentats ciblés, etc.).

C’est à ce point précis du «Comment détruire cet ennemi nouveau?» que les chemins sur la carte des guerres d’Israël commencèrent de se brouiller définitivement désormais que dissuader les sociétés ennemies passait par des destructions massives qui n’épargnaient plus la société des civils. Finies les guerres où le «centre de gravité», totalement détaché de ses racines et ramifications sociales et sociétale, pouvait épargner à l’armée d’Israël d’entrer en contact avec la population civile, la société... Bien au contraire, ce nouvel ennemi s’inscrivant « comme un poisson dans l’eau » dans le sociétal, fait de la destruction de ce sociétal le préalable de sa destruction, comme l’a si bien relevé Eyal Weizman[5] :

En étudiant l’évolution de l’architecture à travers une autre discipline – militaire, celle-là – nous nous intéresserons aux stratégies de guerre urbaine qu’a utilisées Israël tout au long de la seconde Intifada, [..].

Leur mission [celle des think tanks de l’armée d’Israël] était de reconceptualiser la stratégie, la tactique et l’organisation pour les opérations policières musclées menées dans les Territoires occupés, ce que l’on appelle plus communément « guerres sales » ou «conflits de faible intensité». [.]

L’opération menée en avril 2002 par des unités de l’armée israélienne lors de l’offensive sur Naplouse, en Cisjordanie, a été présentée par son commandant, le général de brigade Avigdor Kochavi, comme un exemple de «géométrie inversée», c’est-à-dire de réorganisation de la syntaxe urbaine []. Les soldats contournaient délibérément les rues, routes, ruelles et cours intérieures qui définissent la logique du déplacement dans la ville; ils évitaient les portes d’entrée, cages d’escaliers et fenêtres qui consti- tuent l’ordre des bâtiments. Ils préféraient enfoncer des murs mitoyens et défoncer des plafonds et des planchers pour les traverser, et se déplacer ainsi par des couloirs d’une centaine de mètres percés d’appartement en appartement dans le tissu continu et dense de la ville. [.]

Ce mode de déplacement s'inscrit dans une tactique [.]. En passant par l'intérieur des habitations, cette manœuvre inversait le dedans et le dehors et transformait le domaine privé en voie de passage. Les combats se déroulaient dans des salons, des chambres à coucher et des couloirs à moitié démolis. Ce n'était plus l'ordre spatial établi qui dictait les modalités de déplacement, mais le déplacement lui-même qui organisait l'espace qui l'entourait. Coupant dans la masse de la ville, cette circulation tridimensionnelle à travers les murs, les plafonds et les planchers réinterprétait, court-circuitait et recomposait la syntaxe architecturale et urbaine. Cette tactique de «passe-muraille» présupposait une conception de la ville non plus en tant que site, mais en tant que matériau même de la guerre. et la société le nouveau «théâtre de guerre».

Le mur de fer: briser la volonté de combattre

Finie la dissuasion clausewitzienne, désormais inopérante. La nouvelle dissuasion israélienne escomptant, comme toute dissuasion, une efficacité de contrainte décisive – plutôt que de recourir comme naguère à une dissuasion qui montre à l'ennemi à quoi il s'expose s'il osait – préfère agir maintenant par «voie physique»: la destruction de l'infrastructure sociale et économique devenant la preuve (dé)monstrative par excellence. Alors qu'on incitait l'ennemi à se contenir et restreindre ses ambitions, on le contraint désormais à rompre, à renoncer; alors qu'on mettait en œuvre une menace si certaines limites étaient franchies, on crédibilise aujourd'hui que la limite est franchissable en la franchissant effectivement: d'où la «disproportionalité» comme élément stratégique de la dissuasion nouvelle; alors que l'étalage de la force était conçu comme le succédané de l'usage de la force, elle se décline désormais sur le mode de la démonstration concrète de la détermination à s'en servir, c'est-à-dire qu'elle se décline sur le mode de la guerre.

Dès lors, quelle différence entre guerre et dissuasion? Car, si pour contraindre l'ennemi à exécuter la volonté du vainqueur la « gesticulation » suffisait, il faudra désormais détruire: «Si l'on ne peut vous vaincre, on vous détruit», comme l'a explicité Shimon Peres, en 2006, lors de la guerre contre le Hezbollah au Liban.

Énoncé par la plus haute instance de l'État, le président de l'État d'Israël soi-même, cet énoncé –qui concluait la menace que Peres venait tout juste de proférer, «Nous ramènerons le Liban à l'âge de pierre» –n'est pas un énoncé isolé ou fortuit comme un lapsus; il s'inscrit tout naturellement dans la «re conceptualisation de la stratégie d'Israël», qui elle-même tient son origine dans le «mur d'acier» de Jabotinsky (voir encadré).

«Nous ne pouvons vaincre le Hezbollah, à moins de brûler chaque pouce du Liban, chaque "foyer de résistance"[6].»

Pères, seul de son espèce? Comment faire pour «brûler chaque pouce du Liban et tout "foyer de résistance"?» est précisément le défi auquel s'est attaqué le général de brigade de réserve israélien Gabriel Siboni. Dans un article publié sur le site internet de l'Institut israélien pour les études sur la sécurité nationale (INSS), il appelle à frapper vite, fort, massivement et de manière indiscriminée[7].

La situation difficile actuelle [nous sommes dans l'après-guerre 2006] à laquelle Israël est confronté comporte deux défis majeurs. Le premier est comment empêcher d'être entraîné dans une dynamique de guerre d'usure continue sur la frontière nord [Liban/Hezbollah]... Le second est de déterminer la réponse des Forces israéliennes de défense[8] à un conflit à

grande échelle à la fois au nord et dans la Bande de Gaza.

Dans *Muraille d'acier* (1923), Jabotinsky (Vladimir: 1880-1940) tourne en ridicule la démarche du courant sioniste majoritaire; contre lui il entend promouvoir une politique différente en Palestine.

Au cœur de sa réflexion se trouve la résistance arabe au sionisme qui ne pourra, selon lui, que s'amplifier avec la colonisation juive; alors que les «sionistes naïfs» – les majoritaires, de gauche – pensaient qu'elle s'affaiblirait progressivement au cours du temps. Jabotinsky s'interroge, dans son livre, sur la nature de la réponse que le sionisme doit apporter à cette résistance arabe? Réponse: «Les Arabes de Palestine n'accepteront jamais la transformation de la Palestine arabe en un pays à majorité juive. [.] Que le lecteur passe en revue tous les exemples de colonisation dans d'autres contrées, il n'en trouvera pas un seul où elle se soit faite avec l'accord des indigènes.» Aussi «la Palestine n'en demeurera pas moins aux yeux des Arabes palestiniens le centre et la base de leur existence nationale indépendante». Le sionisme devra donc s'imposer grâce à une «muraille d'acier», une armée juive capable de s'imposer par la force, et faire comprendre à l'ennemi que les Juifs sont une force militaire invincible et alors seulement évoquer la paix.

Comment relever ces deux défis? Par le principe d'une «frappe disproportionnée» conduite en termes de Blitzkrieg (guerre éclair):

Dès le déclenchement des hostilités, les Forces israéliennes de défense devront agir immédiatement, de façon décisive et avec une force disproportionnée aux actions de l'ennemi et à la menace qu'il pose [.] de manière à ce qu'il soit très clair que l'État d'Israël n'acceptera aucune tentative de perturber l'accalmie qui prévaut actuellement le long de ses frontières. Israël doit être prêt à la dégradation et à l'escalade, ainsi qu'à une confrontation totale. [.] La frappe devra être aussi rapide que possible, et devra donner la priorité à endommager les capacités plutôt qu'à chercher chaque rampe de lancement une par une.

Et l'appel à la dissuasion pour justifier cet ordre de bataille, car alors la guerre conduite en ces termes extrêmes créera un souvenir durable parmi les décideurs... et accroîtra ainsi la dissuasion israélienne, réduisant la probabilité d'hostilités contre Israël pendant une longue période.

La guerre totale elle-même comme moyen de dissuasion? Oui, car: En insufflant une anticipation correcte de la réponse des Forces israéliennes de défense au sein de la population civile, Israël, accroîtra sa dissuasion à long terme, empêchera une guerre d'usure et laissera l'ennemi s'empêtrer dans un processus de reconstruction long et coûteux.

Peres et le général Siboni seuls de leur espèce ?

Le général Moshe Yaalon (le «boucher de Cana» et chef d'état-major lors de la seconde Intifada) déclarait en 2002: Les Palestiniens doivent comprendre dans les plus profonds recoins de leur conscience qu'ils sont un peuple défait.

Seul de leur espèce ? Le général Gadi Eisenkot, commandant du Nord, revenant sur la guerre de 2006 dans le Yedihot Aharonot, déclarait: Les Forces israéliennes de défense auront désormais recours à la force disproportionnée dans le but de détruire des villages entiers identifiés comme sources de tirs de roquettes du Hezbollah... ce ne sont pas des villages de

civils, mais des bases militaires.

Pour illustrer ses propos, Eisenkot donne l'exemple de la façon dont Israël a rasé La Dahiyeh [la banlieue sud de Beyrouth, fief du Hezbollah] en 2006, pour confirmer que ce serait le sort réservé à «chaque village à partir duquel on tire sur Israël». Et au cas où des doutes subsisteraient, il a rajouté « cela n'est pas une recommandation, c'est un plan. Et il a été approuvé ».

Aussi, au travers du général Eisenkot est-ce une énonciation instituée par l'establishment politique et militaire, toute la tête pensante et décidante d'Israël. Une guerre de destruction massive, ayant recours à la «force disproportionnée», aux attaques indiscriminées, à la destruction des infrastructures civiles, économiques, routières, à une terre tapissée de bombes à fragmentation, etc., bref, il ne s'agit plus comme naguère de saper le moral et la détermination de l'ennemi mais, le débordant, contraindre la société ennemie à se retourner contre elle-même et renoncer à toute résistance.

Nous étions dans l'ordre du politique dans les guerres et la dissuasion de naguère, dans l'ordre du sociocidaire dans les guerres-dissuasions d'aujourd'hui désormais qu'il ne s'agit plus de mettre des forces armées hors combat, mais des sociétés (des pans, des segments ou des fragments...). La part psychologique de ce chantage par signes catastrophiques vise à précisément communiquer explicitement aux sociétés mumāni'a les terribles conséquences de la mise en œuvre de ce type de destruction.

Et c'est à ce point précis qu'Israël, sa mémoire de guerre grevée par la guerre de 1948 aidant, retrouvait (comme l'on «retrouve un objet perdu» aurait dit Freud ?) ce qu'elle a cru avoir perdu tout au long de ses «belles guerres» classiques. La boucle inexorablement s'est bouclée: la face cachée de la guerre de 1948 justifiait d'« assécher l'eau» pour «détruire le poisson ».

Si «détruire l'ennemi», par métonymie restrictive, ne comprenait dans sa guerre contre les États que l'Appareil suprême de l'État et s'y réduisait, avec la Résistance palestinienne comme ennemie, toute restriction levée, la métonymie élargissait le champ de sa contiguïté à toute la société, pour s'abolir définitivement comme métonymie dans l'identité de «l'ennemi c'est la société ».

C'est donc à ce point précis, pendant que le concept d'ennemi s'étend à tout un peuple ou société[9], que la question politique s'embourbe irrémédiablement dans les sables des «guerres sales».

Et le bain de sang de Sabra-Chatila qui peut, au regard de l'histoire des «guerres justes» d'Israël, passer pour un accident, n'est pourtant pas une exception pour vaincre la mumāna'a des sociétés.

Roger Naba'a : Philosophe libanais, co-auteur avec René Naba du livre «Liban -Chronique d'un pays en sursis» Editions du Cygne 2008

Article publié dans la Revue Esprit, paru dans le Numéro de novembre 2010.
<http://www.esprit.presse.fr/archive/review/article.php?code=35849&folder=2>

Envoyé par [René Naba](#)

Ou la page d'accueil <http://www.esprit.presse.fr/index.php>

Références :

1. Voir l'encadré ci-après.

Dans *Muraille d'acier* (1923), Jabotinsky (Vladimir: 1880-1940) tourne en ridicule la démarche du courant sioniste majoritaire; contre lui il entend promouvoir une politique différente en Palestine.

Au cœur de sa réflexion se trouve la résistance arabe au sionisme qui ne pourra, selon lui, que s'amplifier avec la colonisation juive; alors que les «sionistes naïfs» – les majoritaires, de gauche – pensaient qu'elle s'affaiblirait progressivement au cours du temps. Jabotinsky s'interroge, dans son livre, sur la nature de la réponse que le sionisme doit apporter à cette résistance arabe? Réponse: «Les Arabes de Palestine n'accepteront jamais la transformation de la Palestine arabe en un pays à majorité juive. [.] Que le lecteur passe en revue tous les exemples de colonisation dans d'autres contrées, il n'en trouvera pas un seul où elle se soit faite avec l'accord des indigènes.» Aussi «la Palestine n'en demeurera pas moins aux yeux des Arabes palestiniens le centre et la base de leur existence nationale indépendante». Le sionisme devra donc s'imposer grâce à une «muraille d'acier», une armée juive capable de s'imposer par la force, et faire comprendre à l'ennemi que les Juifs sont une force militaire invincible et alors seulement évoquer la paix.

[2] Cette fin de leur *mumàna'a* s'inscrit clairement dans l'objectif assigné par l'Égypte – et les autres États arabes – à la guerre de 1973: non pas une guerre à la Clausewitz, stratégique, qui viserait à anéantir l'ennemi, Israël; mais une « guerre tactique » qui a visé à rompre la « volonté de guerre » israélienne en prenant à défaut sa cuirasse (renseignements, capacité de dissuasion...); l'armée israélienne n'étant plus invincible, il est demandé à Israël de comprendre qu'il ne pourra pas (sur)vivre en sécurité en se basant sur sa seule force.

[3] Eyal Weizman, *À travers les murs. L'architecture de la nouvelle guerre urbaine* [d'Israël, évidemment], Paris, La fabrique, 2008 («Introduction», p. 13 sq.).

[4] Ne jamais oublier cette «réserve», qui n'est pas une clause de style.

[5] E. Weizman, *À travers les murs...*, op. cit.

[6] Shimon Peres décidément bavard, lors de son témoignage le 23 mars 2007, devant la commission Winograd qui enquêtait sur les défaillances d'Israël pendant la guerre de 2006.

[7] Voir le site: <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=10070&type=analyse&lesujet=Sionisme>

[8] L'armée d'Israël, abusivement appelée de «défense»: Tsahal.

[9] Il est vrai que de 1969 à 1982, tout au long de sa guerre contre la Résistance palestinienne, Sabra-Chatila a été l'exception. Il y a eu des bavures mais pas de bain de sang caractérisé. Néanmoins, les actes de guerre – y compris les fameuses «Opérations», dont la dernière en date (décembre 2008-janvier 2009) a été celle de Gaza – entrepris par Israël pour «réduire» la Résistance palestinienne ou la «détruire» montrent bien que le concept d'ennemi s'est bien étendu à la société comme telle, comme lorsqu'à l'aube du 10 avril 1973, un commando israélien débarqué dans la capitale libanaise exécuta trois dirigeants

du Fath (Abou Youssef, Kamal Adwan et Kamal Nasser) – dont, le dernier, un homme de lettres – abattus à leur domicile à Beyrouth, en pyjama; ou comme lorsque, vers la même époque, l’aviation israélienne bombardait l’aéroport international de Beyrouth, et qu’un de ses commandos, débarqué sur ce même aéroport, «faisait sauter» l’essentiel de sa flotte civile pour inciter l’État libanais à réduire la Résistance et les Libanais à rompre avec elle; ou comme lorsqu’en Palestine, Israël démolit les maisons, dévaste les cultures, déracine les arbres, brûle les champs, condamne les Palestiniens à des détentions massives (il y a quelque 11000 Palestiniens prisonniers des geôles israéliennes), exécute des « attentats ciblés »; ou comme, lors de la guerre de 2006 contre le Hezbollah/Liban.. il s’en prit au Liban, démolissant son infrastructure civile... Chaque fois, dans chaque cas d’espèce, c’est du social et du sociétal qui sont pris pour cible dès lors que les effets convergents de tous ces actes de guerre sont le délitement de la société palestinienne ou libanaise.

La source originale de cet article est [Revue Esprit, novembre 2010](#)

Copyright © [Roger Naba'a](#), [Revue Esprit, novembre 2010](#), 2011

Articles Par : [Roger Naba'a](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca